



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 13 septembre 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Taux d'utilisation de la capacité industrielle, deuxième trimestre de 2007	3
Les industries canadiennes ont augmenté leur utilisation de la capacité de production pour un deuxième trimestre consécutif d'avril à juin. Il s'agit toutefois d'une faible hausse de l'utilisation de la capacité.	
Bilan des investissements internationaux du Canada, deuxième trimestre de 2007	6
Le passif net du Canada envers l'étranger a bondi au deuxième trimestre de 2007 à la suite de la forte remontée du dollar canadien.	
Étude : Des routes et des jeux : dépenses des administrations publiques en infrastructures au Canada, 1961 à 2005	9
Étude : L'utilisation d'Internet dans les régions rurales et les petites villes du Canada, 2005	10
Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), premier trimestre de 2007	11
(suite à la page 2)	

Questions d'éducation - Le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada

Septembre 2007

Des milliers d'élèves et d'étudiants, de la maternelle au collège ou à l'université, viennent de reprendre le chemin de l'école. En l'honneur de ce rituel annuel, *Questions d'éducation*, diffusé aujourd'hui, présente «La rentrée scolaire - septembre 2007». Cet article rassemble quelques faits et chiffres concernant l'éducation, y compris le rôle important que jouent les parents dans la préparation de leurs enfants avant le début des classes, les tendances des inscriptions dans les collèges, les universités et dans les programmes d'apprentissage, et plus.

L'article «La rentrée scolaire - septembre 2007» est maintenant accessible en ligne dans le numéro de septembre 2007 de *Questions d'éducation : Le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada*, vol. 4, n° 3 (81-004-XIF, gratuit). À partir du module *Publications*, sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Éducation, formation et apprentissage*, puis *Questions d'éducation*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Communiqués – fin

Statistiques laitières, juillet 2007

12

Nouveaux produits

13

Communiqués

Taux d'utilisation de la capacité industrielle

Deuxième trimestre de 2007

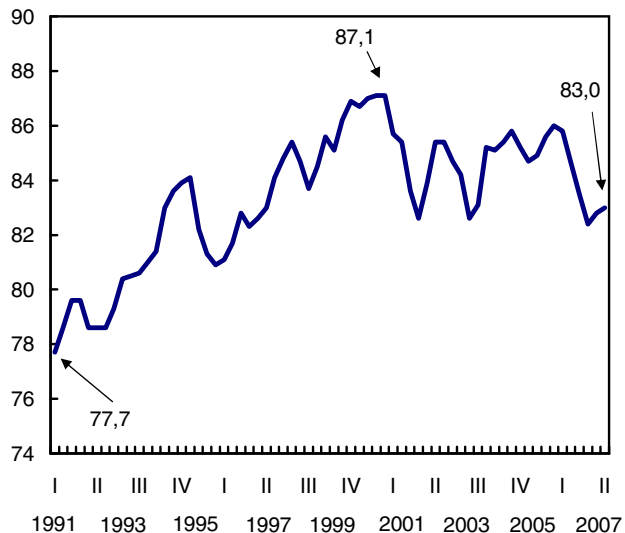
Les industries canadiennes ont augmenté leur utilisation de la capacité de production pour un deuxième trimestre consécutif d'avril à juin. Il s'agit toutefois d'une faible hausse de l'utilisation de la capacité.

Les industries ont fonctionné à 83,0 % de leur capacité au deuxième trimestre, en légère hausse comparativement à 82,8 % au premier trimestre. Les augmentations affichées cette année ont mis fin à quatre trimestres de déclin consécutifs observés en 2006.

Le repli des exportations de véhicules automobiles et les difficultés éprouvées par le secteur minier ont fortement contribué au ralentissement de la croissance du taux au deuxième trimestre.

Hausse modeste de l'utilisation de la capacité

% (taux d'utilisation de la capacité)



Le taux d'utilisation de la capacité industrielle d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de

son rendement éventuel estimé. Pour cette diffusion, les taux ont été révisés rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2005 pour y intégrer les données d'origine qui ont été révisées.

Malgré une hausse de l'utilisation de la capacité par la grande majorité des fabricants de biens non durables, le déclin de la demande américaine pour les produits automobiles et les difficultés qui touchent l'industrie de la fabrication de produits en bois ont ralenti la croissance du taux dans le secteur de la fabrication au deuxième trimestre.

Les fabricants sont néanmoins optimistes quant aux perspectives de production du troisième trimestre. Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de juillet 2007, en dépit de l'appréciation de la devise canadienne et de la hausse du prix des matières premières, les fabricants prévoient une augmentation de la production pour la période allant de juillet à septembre.

Le secteur des mines a accusé un recul important de l'utilisation de la capacité au deuxième trimestre. Les sociétés d'exploration, qui ont réduit leurs activités en raison du prix peu élevé du gaz naturel, et les conflits de travail qui ont perturbé la production dans les mines métalliques sont à l'origine de cette situation.

Le taux d'utilisation de la capacité industrielle a fléchi dans le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière et a progressé dans les secteurs de l'énergie électrique, de l'extraction de pétrole et de gaz et de la construction.

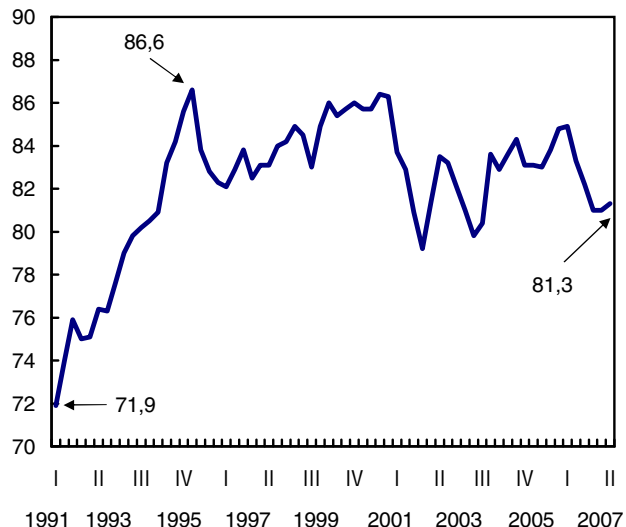
Reprise de la croissance dans le secteur de la fabrication

Après avoir stagné au cours des trois premiers mois de l'année, l'utilisation de la capacité s'est accrue légèrement dans le secteur de la fabrication au deuxième trimestre de 2007. Les fabricants ont utilisé 81,3 % de leur capacité de production comparativement à 81,0 % au trimestre précédent.

Malgré les bons résultats affichés par 16 des 21 grands groupes du secteur de la fabrication, la progression globale du taux a été atténuée par les industries de la fabrication de matériel de transport et de produits en bois, qui ont réduit leur utilisation de la capacité au deuxième trimestre.

Légère progression du taux dans le secteur de la fabrication

% (taux d'utilisation de la capacité)



Par ailleurs, parmi les industries ayant contribué à la croissance du taux du secteur de la fabrication, on note tout particulièrement les industries de la fabrication de produits métalliques, de produits informatiques et électroniques et de machines.

Chez les fabricants de produits métalliques, le taux d'utilisation de la capacité industrielle s'est établi à 80,9 %, en légère hausse comparativement au taux de 78,7 % enregistré au trimestre précédent. La majorité des composantes principales de cette industrie, et tout particulièrement les fabricants de produits architecturaux et de charpentes métalliques, ont contribué à la croissance de 2,5 % de la production de cette industrie.

Les fabricants de produits informatiques et électroniques ont accru leur utilisation de la capacité de production pour un troisième trimestre consécutif, le taux ayant augmenté de 2,1 points de pourcentage pour atteindre 93,7 %. Il s'agissait du taux le plus élevé affiché par cette industrie depuis le quatrième trimestre de 2000 alors qu'il s'établissait à 94,3 %. Les fabricants de matériel informatique, ayant enregistré une hausse

de 6,3 % de leur production, ont fortement contribué aux bons résultats affichés par cette industrie.

Dans l'industrie de la fabrication de machines, le taux est passé de 80,7 % au premier trimestre à 82,7 % au deuxième trimestre. La forte croissance de la production chez les fabricants de machines est largement attribuable à une hausse de 11,4 % de la production de machines pour le commerce et les industries de service.

L'utilisation de la capacité par les fabricants de boissons et de tabac s'est accrue pour passer de 79,2 % à 83,0 %. Il s'agit du niveau le plus élevé observé depuis le premier trimestre de 1999 alors que le taux s'était fixé à 83,2 %. La progression de 4,0 % de la production est à l'origine de cette situation.

Par ailleurs, l'industrie de la fabrication de matériel de transport a subi les effets négatifs du recul de la demande étrangère pour les produits automobiles et l'utilisation de la capacité a fléchi pour passer de 82,4 % à 80,5 %. La production de cette industrie s'est repliée en raison du déclin de la production de véhicules et de pièces automobiles. Les autres composantes principales de cette industrie ont augmenté leur production au deuxième trimestre.

Pour ce qui est de l'industrie de la fabrication de produits en bois, le taux a diminué pour passer de 75,7 % à 73,9 %. Il s'agissait d'un cinquième déclin trimestriel consécutif et du taux le plus faible affiché par cette industrie depuis le deuxième trimestre de 1991 alors qu'il s'était fixé à 70,1 %. La production de produits en bois a reculé de 1,6 % pour la période allant d'avril à juin.

Déclin marqué du taux dans le secteur minier

Dans le secteur des mines, le taux d'utilisation de la capacité industrielle a chuté de 8,2 points de pourcentage pour s'établir à 74,4 %. Le recul marqué des activités d'exploration et de forage, combiné aux conflits de travail dans les mines de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc ainsi que dans les usines de traitement de minerais de fer s'est traduit par un repli important de la production minière.

Dans le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière, l'utilisation de la capacité a fléchi, passant de 87,0 % à 83,2 % en raison d'un recul de 5,4 % de la production.

L'utilisation de la capacité a augmenté pour passer de 86,9 % à 90,3 % dans le secteur de l'énergie électrique. Il s'agit de la première fois depuis le troisième trimestre de 2005 que le taux se situe à un niveau supérieur à 90 %. La production d'électricité a augmenté de 3,4 % au deuxième trimestre.

L'extraction de pétrole et de gaz a progressé au deuxième trimestre et l'utilisation de la capacité de ce secteur s'est fixée à 86,0 %, en hausse comparativement à 83,3 % au trimestre précédent. La production de gaz naturel a fortement augmenté afin de combler la demande en provenance des États-Unis.

Dans le secteur de la construction, l'augmentation de la capacité de production a été semblable à la croissance de la production. Le taux s'est établi à 86,0 %, soit un taux pratiquement inchangé par

rapport à celui de 85,9 % enregistré au trimestre précédent.

Données stockées dans CANSIM : tableau 028-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2821.

Les données du troisième trimestre de 2007 sur les taux d'utilisation de la capacité industrielle seront diffusées le 14 décembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mychèle Gagnon au 613-951-0994, Division de l'investissement et du stock de capital.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle

	Deuxième trimestre de 2006 ^r	Premier trimestre de 2007 ^r	Deuxième trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2006 au deuxième trimestre de 2007	Premier au deuxième trimestre de 2007
	en %			variation en points de %	
Total industriel	84,6	82,8	83,0	-1,6	0,2
Foresterie et exploitation forestière	87,6	87,0	83,2	-4,4	-3,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	82,7	83,0	81,2	-1,5	-1,8
Extraction de pétrole et de gaz	81,9	83,3	86,0	4,1	2,7
Mines	84,0	82,6	74,4	-9,6	-8,2
Production, transport et distribution d'électricité	87,5	86,9	90,3	2,8	3,4
Construction	87,9	85,9	86,0	-1,9	0,1
Fabrication	83,3	81,0	81,3	-2,0	0,3
Aliments	81,4	77,6	77,7	-3,7	0,1
Boissons et produits du tabac	73,5	79,2	83,0	9,5	3,8
Boissons	75,1	81,2	84,8	9,7	3,6
Tabac	65,5	64,9	70,3	4,8	5,4
Usines de textiles	69,1	75,8	77,7	8,6	1,9
Usines de produits textiles	71,8	80,6	81,3	9,5	0,7
Vêtements	80,7	73,5	75,2	-5,5	1,7
Produits en cuir et produits analogues	75,3	82,8	83,9	8,6	1,1
Produits en bois	85,0	75,7	73,9	-11,1	-1,8
Papier	86,7	90,1	89,4	2,7	-0,7
Impression et activités connexes de soutien	76,0	72,3	75,3	-0,7	3,0
Produits du pétrole et du charbon	84,7	79,8	80,1	-4,6	0,3
Produits chimiques	83,3	83,8	84,3	1,0	0,5
Produits en caoutchouc et en plastique	78,3	71,6	72,8	-5,5	1,2
Produits en plastique	76,1	69,7	71,1	-5,0	1,4
Produits en caoutchouc	86,2	78,4	78,8	-7,4	0,4
Produits minéraux non métalliques	82,5	78,8	79,0	-3,5	0,2
Première transformation des métaux	94,6	90,9	90,1	-4,5	-0,8
Produits métalliques	79,8	78,7	80,9	1,1	2,2
Machines	81,5	80,7	82,7	1,2	2,0
Produits informatiques et électroniques	88,7	91,6	93,7	5,0	2,1
Matériel, appareils et composants électriques	77,6	80,5	82,5	4,9	2,0
Matériel de transport	87,3	82,4	80,5	-6,8	-1,9
Meubles et produits connexes	76,4	77,9	77,5	1,1	-0,4
Activités diverses de fabrication	82,5	74,1	76,0	-6,5	1,9

^r révisé

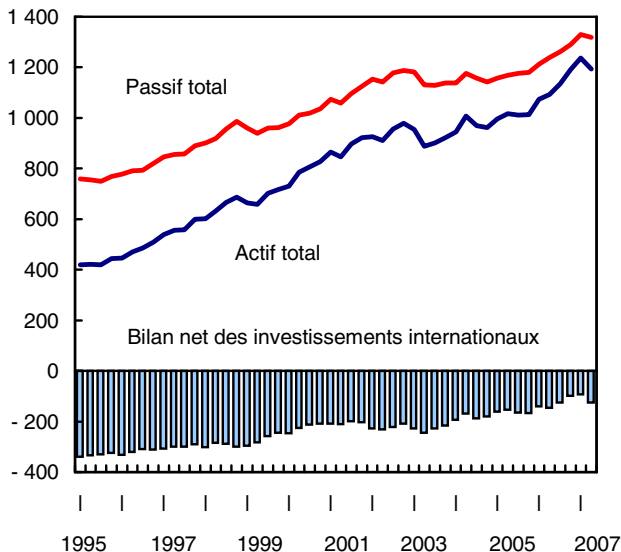
Bilan des investissements internationaux du Canada

Deuxième trimestre de 2007

Le passif net du Canada envers l'étranger a bondi au deuxième trimestre de 2007 à la suite de la forte remontée du dollar canadien.

Bilan des investissements internationaux du Canada

En milliards de dollars



La valeur en dollars canadiens de l'actif et du passif internationaux du Canada était à la baisse à la fin de juin. Toutefois, le recul de l'actif international, qui se ressent davantage des variations du taux de change, était près de quatre fois plus prononcé que celui du passif.

Par conséquent, le passif net envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers du Canada, a augmenté de 32,0 milliards de dollars pour atteindre 124,4 milliards de dollars.

La valeur de l'actif international a diminué de 44,0 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent pour se situer à 1 193,1 milliards de dollars.

Le dollar, qui a gagné en valeur par rapport aux grandes devises étrangères du 31 mars au 30 juin, a réduit cet actif de 76,8 milliards de dollars, ce qui a plus que neutralisé les hausses résultant des opérations financières, particulièrement des investissements en obligations et en actions étrangères.

Parallèlement, la réduction de 12,0 milliards de dollars du passif international du Canada a porté ce dernier à 1 317,6 milliards de dollars. L'effet du raffermissement du dollar canadien a été partiellement

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est exprimé en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

atténué par une recrudescence des acquisitions internationales d'entreprises canadiennes.

Le passif net envers l'étranger à la fin de juin représentait 8,1 % du produit intérieur brut du Canada, en hausse par rapport à 6,2 % au trimestre précédent alors qu'il avait atteint un creux sans précédent.

Le dollar canadien a enregistré des hausses appréciables par rapport aux grandes devises étrangères au deuxième trimestre. Il a progressé de 8,4 % par rapport au dollar américain, de 6,2 % par rapport à la livre sterling, de 7,0 % par rapport à l'euro et de 13,2 % par rapport au yen japonais.

Actif : Net recul de la valeur des investissements directs à l'étranger

L'appréciation du dollar canadien observée au deuxième trimestre a eu une incidence marquée sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, qui ont diminué de 28,0 milliards de dollars pour se fixer à 508,2 milliards de dollars à la fin de juin.

L'injection de capitaux dans les sociétés affiliées existantes a été complètement effacée par les variations du taux de change. La vigueur du dollar canadien a enlevé 37,2 milliards de dollars à la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont reculé de 13,8 milliards de dollars pour s'établir à 220,7 milliards de dollars, tandis que les investissements directs canadiens dans l'ensemble des autres pays ont diminué de 14,2 milliards de dollars pour se fixer à 287,5 milliards de dollars.

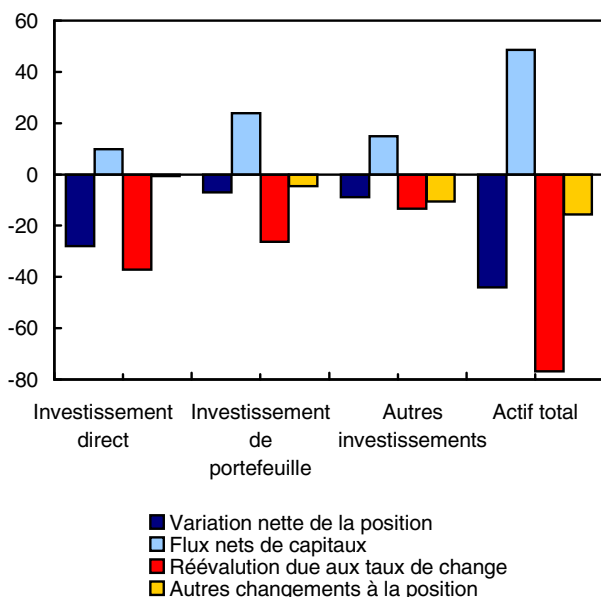
En dépit des répercussions négatives de l'appréciation du dollar canadien, les avoirs canadiens en obligations étrangères ont progressé de 6,8 milliards de dollars pour atteindre 151,1 milliards de dollars en raison d'achats importants effectués par les Canadiens au cours du trimestre, particulièrement en ce qui a trait aux obligations feuille d'érable.

Les avoirs en actions étrangères ont atteint 205,1 milliards de dollars, en baisse

de 13,5 milliards de dollars par rapport à la fin de mars. Parallèlement, les avoirs canadiens en instruments du marché monétaire étranger ont légèrement reculé pour se fixer à 19,8 milliards de dollars.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif du premier au deuxième trimestre de 2007

En milliards de dollars



Passif : Hausse des investissements directs étrangers au Canada

Les investisseurs étrangers ont ajouté 10,0 milliards de dollars à leurs investissements directs au Canada. Les investissements directs étrangers au Canada s'établissaient à 473,2 milliards de dollars à la fin de juin.

Les investisseurs directs étrangers ont été actifs en matière d'acquisitions d'entreprises canadiennes, ce qui a contribué à cette hausse.

La position d'actif net du Canada au chapitre des investissements directs, soit la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, a chuté pour s'établir à 35,0 milliards de dollars à la fin de juin, soit le niveau le plus bas observé depuis le troisième trimestre de 2003.

Les opérations en obligations canadiennes ont réduit les avoirs étrangers de 4,9 milliards de dollars au deuxième trimestre.

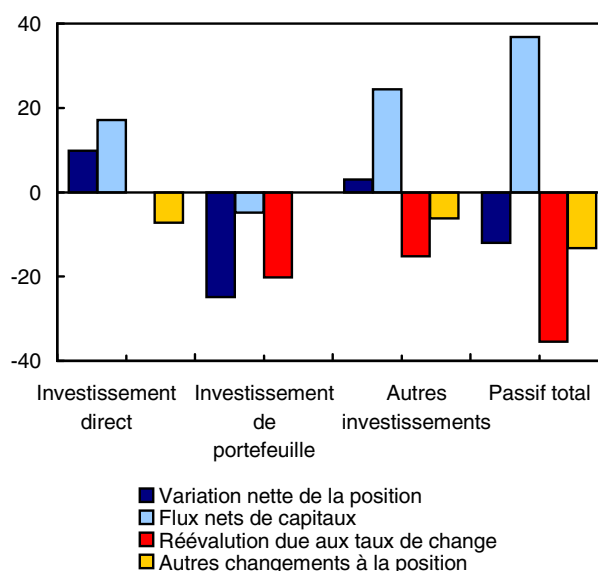
En incluant l'effet du taux de change (plus de la moitié des obligations canadiennes en cours

détenues par les investisseurs étrangers sont émises en devises étrangères), les avoirs totaux en obligations canadiennes ont diminué de 25,0 milliards de dollars pour se situer à 385,1 milliards de dollars.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes ont légèrement fléchi pour se chiffrer à 111,1 milliards de dollars à la fin du trimestre, tandis que les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont augmenté de moins de 1 milliard de dollars pour atteindre 24,1 milliards de dollars.

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif du premier au deuxième trimestre de 2007

En milliards de dollars



Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0037, 376-0039 à 376-0041, 376-0055 à 376-0057 et 376-0059.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Le numéro du deuxième trimestre de 2007 du *Bilan des investissements internationaux du Canada* (67-202-XWF, gratuit) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christian Lajule au 613-951-2062, Division de la balance des paiements.

□

Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	Quatrième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007
en milliards de dollars					
Actif					
Investissements directs canadiens à l'étranger	449,0	459,6	523,3	536,2	508,2
Investissements de portefeuille à l'étranger					
Obligations étrangères	58,5	82,3	128,5	144,3	151,1
Obligations étrangères à la valeur au marché	62,9	88,7	138,2	155,3	160,1
Actions étrangères	195,7	197,1	216,2	218,6	205,1
Actions étrangères à la valeur au marché	384,4	445,6	559,7	574,3	567,9
Marché monétaire étranger	11,1	13,1	20,0	20,1	19,8
Marché monétaire étranger à la valeur au marché	11,1	13,1	20,1	20,2	19,8
Autres investissements					
Prêts	49,4	46,0	72,4	76,9	70,6
Dépôts	109,4	120,8	131,4	136,7	137,2
Réserves internationales	40,3	38,0	41,0	45,5	42,5
Réserves internationales à la valeur marchande	41,4	38,4	40,9	45,4	42,0
Autres actifs	48,5	56,6	57,8	58,8	58,6
Total de l'actif					
À la valeur comptable	962,0	1 013,4	1 190,4	1 237,1	1 193,1
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 156,2	1 268,8	1 543,6	1 603,8	1 564,5
Passif					
Investissements directs étrangers au Canada	383,5	407,6	448,9	463,2	473,2
Investissements de portefeuille					
Obligations canadiennes	398,1	380,8	404,6	410,1	385,1
Obligations canadiennes à la valeur au marché	429,9	408,8	430,2	433,0	398,0
Actions canadiennes	102,7	105,8	112,6	111,4	111,1
Actions canadiennes à la valeur au marché	248,7	318,9	379,5	387,5	407,4
Marché monétaire canadien	19,6	20,8	24,5	23,7	24,1
Marché monétaire canadien à la valeur au marché	19,7	20,9	24,7	24,0	24,3
Autres investissements					
Emprunts	40,2	41,6	49,5	51,6	50,2
Dépôts	176,0	201,0	227,1	246,9	251,5
Autres passifs	22,0	22,2	22,2	22,7	22,4
Total du passif					
À la valeur comptable	1 142,1	1 179,9	1 289,4	1 329,6	1 317,6
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 320,0	1 421,0	1 582,1	1 628,9	1 627,0
Bilan net des investissements internationaux					
À la valeur comptable	-180,1	-166,4	-99,0	-92,4	-124,4
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	-163,9	-152,2	-38,5	-25,1	-62,5

■

Étude : Des routes et des jeux : dépenses des administrations publiques en infrastructures au Canada 1961 à 2005

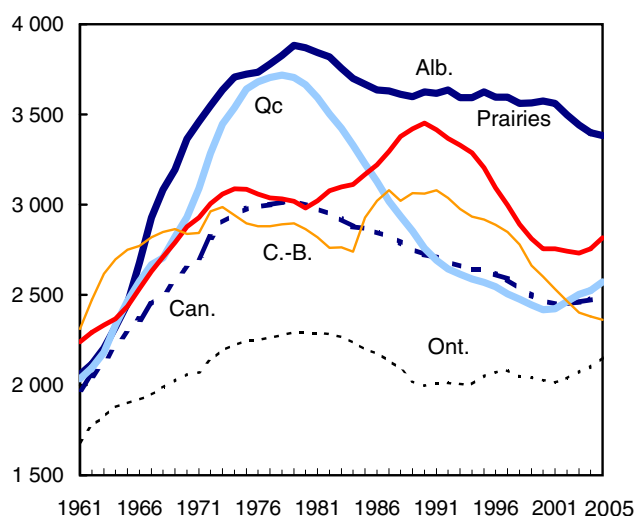
La croissance globale du capital d'infrastructures des administrations publiques a été très semblable dans la plupart des régions au cours des 44 années à l'étude. Selon une nouvelle étude, publiée aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*, à l'exception des provinces de l'Atlantique, l'intervalle de croissance annuelle moyenne du capital d'une région à l'autre depuis 1961 est très étroit, se situant entre 1,8 % et 2,2 %.

Cependant, la croissance du capital d'infrastructures diverge de façon considérable d'une période à l'autre, d'un ordre d'administration publique à l'autre et d'un type d'actif à l'autre, selon la région.

L'importance du capital d'infrastructures des administrations publiques repose sur le fait qu'il constitue un ensemble de structures et de réseaux nécessaires à la croissance de nos économies et à l'amélioration de notre niveau de vie. Sa fonction est de permettre aux personnes, aux marchandises et aux idées de circuler ou d'assurer l'accès aux nécessités de l'existence comme boire une eau saine, être en sécurité et se divertir.

Stock de capital d'infrastructures, par région (en dollars constants de 1997), ensemble du réseau routier

\$ par habitant



Depuis 2000, le capital des administrations publiques en infrastructure a augmenté plus qu'à toute autre période depuis les années 1960 et 1970.

Cependant, la croissance n'a pas été suffisamment importante pour empêcher nos infrastructures de présenter de plus en plus de signes d'usure (ces données tiennent compte de la dépréciation et sont en dollars constants de 1997). Cette usure est attribuable au fait que, durant les années 1990, les administrations publiques, aux prises avec d'importants déficits budgétaires, ont réduit leurs investissements, et que les actifs constitués durant l'essor des infrastructures de l'après-guerre arrivaient à la fin de leur vie utile.

La croissance parmi les types d'actifs s'est répartie de façon différente d'une région à l'autre. Ces différences ont été plus marquées après 1980, moment où les fonds se tarissaient pour les dépenses d'infrastructures. En effet, chacune des régions a montré des différences de dépenses selon le type d'actifs, les économies, les cultures et les valeurs étant distinctes et exigeant donc des besoins et des priorités différentes : la Colombie-Britannique s'est concentrée sur l'environnement, les loisirs et les travaux d'ingénierie en raison de la venue prochaine des Jeux olympiques; le Québec a donné la priorité à la culture et à la sécurité, l'Ontario a mis l'accent sur les centres sportifs, l'eau et les routes; les Prairies ont favorisé l'infrastructure marine (travaux d'irrigation); et les provinces de l'Atlantique, les édifices à vocation institutionnelle (comme les centres de formation).

Les routes et les ponts constituent la partie la plus importante (39,9 %) du capital d'infrastructures des administrations publiques. Le stock du capital d'infrastructure routière par habitant a augmenté fortement entre 1960 et 1980, mais s'érode depuis. Les administrations publiques ont accru substantiellement leurs investissements dans le réseau routier, soit de 4,3 milliards de dollars en 1998 à 7,3 milliards de dollars en 2005, mais cette augmentation des investissements a à peine compensé l'érosion.

La capacité routière du Québec s'est accrue vivement pendant les années 1960 et 1970, mais elle domine aussi le recul observé au cours des années qui ont suivi. La baisse des dépenses d'investissements et la dépréciation graduelle ont fait reculer le stock net de capital routier de façon considérable pendant les deux décennies suivantes, bien plus que partout ailleurs au pays. En ce qui a trait aux ponts et aux viaducs, le Québec investissait si peu que la valeur du stock de capital s'est abaissée en termes absolus, passant d'un sommet enregistré au Canada à la fin des années 1970 à environ le même niveau que celui observé en Colombie-Britannique et dans les provinces de l'Atlantique. Ce niveau se situait même en deçà de celui affiché dans les Prairies. L'âge moyen des ponts et viaducs au Québec a aussi constamment augmenté depuis 1976 pour s'établir à un niveau plus élevé que dans chacune des autres provinces. Depuis 2001, le capital routier a commencé à se relever de nouveau.

L'Ontario est la seule région du pays où le stock de capital dans les routes a poursuivi sa progression durant les quatre décennies. Peut-être en raison de l'importance du tourisme, voici un type d'actif pour lequel les provinces de l'Atlantique se distinguent. Leur infrastructure routière surpassant largement celle des autres régions.

C'est la Colombie-Britannique qui possède le plus de capital d'infrastructure par habitant lié à l'environnement. Le Québec en possède le moins. Pour ce qui est des provinces de l'Atlantique, il s'agit de la région où les infrastructures pour la gestion des déchets sont les plus importantes par habitant.

Les infrastructures sportives constituent, en plus du capital culturel, le type d'actif qui a augmenté le plus rapidement (en pourcentage), soit de 3,7 % et de 3,8 % respectivement, par an, entre 1961 et 2005. Dans l'ensemble, les installations sportives constituent cependant une part relativement étroite (5,5 %) du capital total d'infrastructures. Les valeurs sont plus élevées dans l'Ouest étant donné que la tenue d'événements comme les Jeux olympiques de Calgary en 1988 sont relativement récents. De plus, les Jeux de Vancouver ont déjà commencé à accélérer ces dépenses en Colombie-Britannique.

Entre 1961 et 2005, la culture représentait un des seuls secteurs de l'investissement public (y compris les bureaux) pour lequel le Québec fait beaucoup mieux au chapitre de la croissance du stock de capital d'infrastructures publiques que le reste du pays. Le Québec a beaucoup plus accru ses investissements dans les lieux de culture que dans les installations sportives contrairement à presque partout ailleurs au Canada. Il n'en demeure pas moins que la culture représente seulement une petite partie des dépenses en capital des administrations publiques au Québec comme ailleurs. La valeur du capital par habitant est d'environ 100 \$ (dollars en 1997) pour les bibliothèques publiques, les musées, les théâtres et les sites historiques. Après 2000, la croissance du capital culturel passe sous celle des routes au Québec pour la première fois.

Les actifs liés à la sécurité comprennent les pénitenciers, les maisons de détention et les cours de justice. Ils constituent seulement 3,1 % de la valeur du capital total des administrations publiques. Cependant, pour l'ensemble des administrations provinciales et fédérales, le capital lié à la sécurité contribue le plus à la croissance globale depuis 1961, après les routes et les tours à bureaux.

L'étude spéciale «Des routes et des jeux : dépenses des administrations publiques en infrastructures au Canada» paraît dans le numéro en ligne de

septembre 2007 de *L'observateur économique canadien*, vol 20, n° 9 (11-010-XWB, gratuit), qui est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 20, n° 9 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) paraîtra le 20 septembre.

Pour obtenir plus de renseignements sur *L'observateur économique canadien*, à partir du module *Publications* de notre site Web, cliquez sur la publicité de *L'observateur économique canadien*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Francine Roy au 613-951-3627 (oec@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Étude : L'utilisation d'Internet dans les régions rurales et les petites villes du Canada

2005

Malgré les possibilités offertes par Internet pour compenser l'éloignement, la vie en région rurale et dans les petites villes du Canada continue d'être un facteur associé à un taux plus faible d'utilisation d'Internet, selon une nouvelle étude diffusée aujourd'hui dans le *Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada*.

Fondée sur des données provenant de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, l'étude révèle que l'emplacement géographique exerce une influence indépendante sur l'utilisation d'Internet lorsqu'on neutralise l'effet d'autres facteurs tels que l'âge, le niveau de scolarité et le revenu du ménage.

La cote exprimant les chances d'utiliser Internet pour des raisons personnelles non commerciales est d'environ une fois et demie plus élevée pour les personnes habitant une région urbaine que pour celles résidant dans une région rurale ou une petite ville.

En 2005, seulement 58 % des résidents des régions rurales et des petites villes ont accédé à Internet, ce qui est bien inférieur à la moyenne nationale. Cet écart entre les régions rurales et urbaines peut rendre compte de l'interaction d'autres facteurs socioéconomiques ou peut témoigner d'autres effets, notamment de l'accessibilité du service à large bande.

Le niveau de scolarité semble être le facteur le plus important quant à l'utilisation d'Internet. La cote exprimant les chances d'utiliser Internet est près de trois fois plus élevée pour un adulte ayant fait au moins certaines études postsecondaires que pour

une personne ne possédant qu'un diplôme d'études secondaires ou n'ayant fait que des études secondaires partielles.

Toutefois, l'importance de certains facteurs associés à l'utilisation d'Internet a évolué. Si l'on neutralise l'influence d'autres variables, la présence d'enfants dans un ménage n'a aucun effet statistiquement significatif, tandis que la cote exprimant les chances d'utiliser Internet semble maintenant plus élevée pour les femmes que pour les hommes.

Nota : Dans le cadre de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet (ECUI), on a demandé à 30 466 résidents du Canada de 18 ans et plus des renseignements concernant leur utilisation personnelle non commerciale d'Internet, y compris le magasinage en ligne. L'ECUI a été réalisée en novembre 2005 comme supplément à l'Enquête sur la population active, et les résidents des territoires, les pensionnaires des établissements, les habitants des réserves indiennes et les membres à temps plein des Forces armées canadiennes étaient exclus du champ d'observation.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4432.

L'étude «Facteurs d'utilisation d'Internet : Une question de ruralité?» est publiée dans le *Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 7, n° 3 (21-006-XWF, gratuit), qui est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données de cette publication, communiquez avec Anik Lacroix au 613-951-1807 (anik.lacroix@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Premier trimestre de 2007

La valeur des caisses de retraite en fiducie parrainées par l'employeur a augmenté pour un troisième trimestre consécutif entre janvier et mars de cette année.

Ces actifs avaient une valeur de 936,1 milliards de dollars au premier trimestre, en hausse de 2,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2006. Les actifs ont augmenté depuis la baisse de 2,1 % enregistrée au deuxième trimestre de 2006.

À la fin du mois de mars de cette année, les actions et les fonds d'actions représentaient 41,0 % de l'actif des caisses, les obligations et les fonds d'obligations, 31,7 %, l'immobilier, 6,1 %, les placements à court terme, 3,4 %, les prêts hypothécaires, 1,4 %, et les autres actifs, 16,0 %.

Les placements en actions étrangères ont enregistré une hausse de leur valeur de 6,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2006. La proportion des avoirs étrangers dans l'actif des caisses s'est établie à 30,9 %, en hausse comparativement à 24,0 % il y a deux ans.

Les revenus de pension, qui ont atteint un sommet (32,6 milliards de dollars) au quatrième trimestre de 2006, ont chuté pour se fixer à 26,0 milliards de dollars au premier trimestre de 2007. Cette diminution a été causée par une baisse des cotisations, des revenus de placements et des bénéfices tirés de l'achat et de la vente d'actions.

Par ailleurs, les dépenses ont augmenté de 5,0 % pour s'établir à 10,9 milliards de dollars. Par conséquent, le revenu net pour le premier trimestre de 2007 a diminué pour se fixer à 15,2 milliards de dollars après avoir atteint un sommet de 22,1 milliards de dollars au trimestre précédent.

Les cotisations lors du premier trimestre de 2007 ont fléchi pour s'établir à 7,7 milliards de dollars par rapport à 8,5 milliards de dollars au trimestre précédent. Les cotisations des employeurs et des employés diminuent généralement au premier trimestre à la suite de versements spéciaux de fin d'année effectués au dernier trimestre de l'année précédente. Au premier trimestre de 2007, les cotisations des employeurs et des employés ont chacune chuté de 9,0 %.

Les prestations de pension versées aux retraités continuent d'augmenter, ayant atteint un sommet (7,8 milliards de dollars) au premier trimestre. Il s'agissait d'une hausse de 3,0 % par rapport au sommet précédemment atteint au quatrième trimestre de 2006.

Parmi les 5,7 millions de travailleurs canadiens couverts par des régimes de pension d'employeurs, environ 4,6 millions sont visés par des régimes en fiducie.

Le million de travailleurs restants visés par des régimes de pension d'employeurs sont couverts par le Trésor du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, par des contrats avec des sociétés d'assurances ou des rentes du gouvernement du Canada. (Les données contenues dans ce communiqué ne font référence qu'aux régimes en fiducie, et toutes les valeurs sont en dollars courants).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête et des produits et services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au 613-951-7355 ou composez sans frais

le 1-888-297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : 613-951-3012. ■

Statistiques laitières

Juillet 2007 (données provisoires)

Les producteurs laitiers ont vendu 654 200 kilolitres de lait et de crème aux laiteries en juillet, en hausse de 6 % par rapport à juillet 2006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3430, 3431 et 3432.

Le numéro du troisième trimestre de 2007 de la publication *Statistiques laitières*, vol. 2, n° 3 (23-014-XWF, gratuit), sera accessible en novembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mark Elward au 613-951-8715 ou composez sans frais le 1-800-465-1991, Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, vol. 20, n° 9
Numéro au catalogue : 11-010-XWB
(gratuit).

La revue canadienne de productivité : Productivité au Canada, 1961 à 2005, n° 11
Numéro au catalogue : 15-206-XWF2007011
(gratuit).

Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada : «Facteurs d'utilisation d'Internet : Une question de ruralité?», 2005, vol. 7, n° 3
Numéro au catalogue : 21-006-XWF
(gratuit).

Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada, vol. 4, n° 3
Numéro au catalogue : 81-004-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Cinq ans d'attente à 10 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement aux attentes, faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
- Indice des offres d'emploi, mai 1997 - Enquête sur les entreprises à court terme - Aide au revenu personnel, novembre 1996 - Production d'œufs, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	 Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.